



**LES TERRES DE JIM
ASSOCIATION LOI 1901**

14 Rue de la BOETIE
75008 Paris

N°SIRET : 800 937 641 00010

**Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels
Exercice clos le 31 décembre 2024**

LES TERRES DE JIM - ASSOCIATION LOI 1901

14 Rue de la BOETIE

75008 Paris

N°SIRET : 800 937 641 00010

**Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels
Exercice clos le 31 décembre 2024**

A l'assemblée générale d'approbation des comptes clos le **31 décembre 2024**,

1. OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de votre **LES TERRES DE JIM - ASSOCIATION LOI 1901** relatifs à l'exercice de **12 mois** clos le **31 décembre 2024**, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Sous la réserve décrite dans la partie « Fondement de l'opinion avec réserve », nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

2. FONDEMENT DE L'OPINION AVEC RESERVE

Motivation de la réserve

Sur l'exercice 2023, votre association a décidé d'opter à la TVA et donc aux impôts commerciaux. Cependant nous avons constaté que l'impôt sur les sociétés n'a pas été provisionné dans les comptes clos au 31/12/2023 et au 31/12/2024. A ce stade vous attendez la position de votre avocat fiscaliste. Le montant de l'impôt sur les sociétés a été estimé à 15 K€ en 2023 et à 22 K€ au 31/12/2024. Si la provision avait été enregistrée, le résultat net serait diminué de 15 K€ et s'établirait à environs 60 K€ pour 2023 et à 79K€ pour 2024.

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du **1 janvier 2024** à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Incertitude significative liée à la continuité d'exploitation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur l'incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la continuité d'exploitation. Si la société RCJA réclame le règlement de sa créance (350 000€), l'association les Terres de JIM ne pourrait pas honorer ses engagements et les comptes devraient être produits en valeur liquidative.

Observation 1

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la **note « I - Faits caractéristiques » de l'annexe** des comptes annuels concernant la notification de **redressement fiscal d'un montant de 100 358 € non provisionné dans les comptes clos au 31/12/2024**. L'association les terres de JIM conteste la position de l'administration fiscale et se fait assister dans cette démarche par Me HORRIE, avocat spécialisé dans les contentieux fiscaux. A ce jour l'association n'a toujours pas connaissance de la position de l'administration fiscale quant à ce contentieux.

3. JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

4. VERIFICATION DU RAPPORT DU TRESORIER ET DES AUTRES DOCUMENTS ADRESSES AUX ADHERENTS.

Nous n'avons pas eu communication du rapport d'activité du Président, ni du rapport financier du Trésorier.

Selon les informations transmises et collectées, à l'exception des comptes annuels, il n'a été transmis aux adhérents aucun autre document sur la situation financière de l'association.

5. RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE CONSEIL D'ADMINISTRATION RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Président.

6. RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre syndicat. Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Paris,

le 28 juillet 2025 à 9H30

W AUDIT & ADVISORY

Société de Commissariat aux comptes

Représentée par Aurélien Wegmuller

Commissaire aux comptes



Signé par Aurélien Wegmuller
Le 29/07/2025

ID: tx_ABn7XY47bJwb

Aurélien Wegmuller

Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité du syndicat à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Les Terres de JIM

ACTIF	31.12.2024			31.12.2023	PASSIF		31.12.2024	31.12.2023
	Brut	Amort/Prov.	Net	Net				
ACTIF IMMOBILISE					FONDS ASSOCIATIFS & ASSIMILES			
Logiciels informatiques					Réserve vie associative		-336 333	-411 746
Terrains					Résultat de l'exercice		101 618	75 413
Constructions et agencements					Subventions d'investissement			
Matériels d'activités					TOTAL FONDS ASSOCIATIFS		-234 715	-336 333,00
Matériel de bureau et Informatique					PROVISIONS & FONDS DEDIES			
Matériel de transport					Provisions pour risques			
Mobilier					Provisions pour charges			
Immobilisations financières	46		46	46	Fonds dédiés			
Dépôts et cautionnements					TOTAL PROVISIONS & FONDS DEDIES			
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	46		46	46	DETTES			
ACTIF CIRCULANT					Avances et acomptes reçus			
Avances et acomptes versés					Dettes Fournisseurs		2 523	99 840
Créances réseau JA					Fact Fournisseurs non parvenues		3 700	92 833
Subventions à recevoir					Charges à payer		31 680	
Clients			39 600	62 613	Dettes RCJA		350 000	350 000
Autres créances			218	143 681	Produits constatés d'avance			
Disponibilités			113 324		TOTAL DETTES		387 903	542 673
Charges constatées d'avance					TOTAL PASSIF		153 188	206 340
TOTAL ACTIF CIRCULANT			153 142	206 294				
TOTAL ACTIF	46		153 188	206 340				

COMPTE DE RESULTAT	31.12.2024	31.12.2023
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Adhésions		1 000
Cotisations	500	
Subventions d'exploitation		
Partenariats	463 000	459 167
Produits divers		
Reprises sur provisions / transfert de charges		
Ventes de marchandise		
Autres produits		
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION (A)	463 500	460 167
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Achats d'autres approvisionnements		
Autres achats et charges externes (hors Presta activités)		
autres services exterieures	3 948	3 656
reversement de partenariat	370 400	380 267
Impôts et taxes		
Salaires		
Charges sociales		
Autres charges de gestion courante		563
Dotations aux amortissements		
Dotations aux provisions		
Engagements à réaliser sur ressources affectées		
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION (B)	374 348	384 485
RESULTAT D'EXPLOITATION (A-B) = (I)	89 152	75 682
PRODUITS FINANCIERS		
Autres produits financiers	0,78	
Ecart de conversion		
interets		
Produits nets sur cession de VMP		
Reprises sur provisions		
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (C)	0,78	
CHARGES FINANCIERES		
Intérêts		
Charges nettes sur cession de VMP		
Dotations aux provisions		
TOTAL CHARGES FINANCIERES (D)		
RESULTAT FINANCIER (C-D) = (II)	0,78	-
RESULTAT COURANT (I + II)	89 153	75 682
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
sur opérations de gestion	12 465	2 932
sur opérations en capital		
Reprises sur provisions		
TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS (E)	12 465	2 932
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
sur opérations de gestion		3 200
sur opération en capital		
Dotations aux provisions		
TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES (F)		3 200
RESULTAT EXCEPTIONNEL (E-F) = (III)	12 465	- 269
RESULTAT NET EXERCICE (I + II + III)	101 618	75 413

Annexes comptable Les Terres de JIM

Le bilan et le compte de résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2024

dégagent un bénéfice de 101 618€

L'exercice a une durée de 12 mois (période du 1er janvier au 31 décembre 2024).

Les comptes individuels de l'association sont composés du bilan, du compte de résultat et de l'annexe, qui forment un tout indissociable.

L'objet social de l'association est l'organisation de manifestations ayant pour but de faire connaître le monde agricole au public.

I - FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Les partenariats avec les financeurs historiques se poursuivent sur 2024.

L'association les Terres de Jim a dans ces comptes le reliquat des Editions précédentes.

Le 29 janvier 2019, TDJ a reçu une notification de rectification fiscale pour l'exercice 2016 d'un montant de 100 358€ (principal + pénalités). L'avocat M. Horrie a contesté cette rectification sur tous les points le 7 mars 2019. Les arguments sont que l'association n'est pas soumise à l'impôt sur les sociétés car sa gestion est désintéressée et à but non lucratif.

A ce jour ce montant n'est pas provisionné dans les comptes clos au 31 décembre 2024.

Sur l'exercice 2024, l'association a décidé d'opter à la TVA.

II - PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels. L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Les comptes annuels de l'exercice ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement ANC 2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations.

III - NOTES SUR L'ACTIF DU BILAN

1. Immobilisations incorporelles et corporelles

a) Tableau de variations des immobilisations

Néant

b) Acquisitions et désinvestissements

Néant

c) Tableau de variations des amortissements
Néant

2. Immobilisations financières

Parts sociétaires : 1 part au Credit Agricole pour 46 €

3. Stocks

Néant

4. Avances et acomptes versés

Néant

5. Créances JA

Néant

6. Produit à recevoir

Néant

7. Clients

Néant

8. Autres créances

La créance est essentiellement constituée de la TVA

9. Valeurs mobilières de placement

Néant

10. Disponibilités

Nom Organisme Financier	Compte	Montant
Crédit Agricole	Compte courant TDJ	113 324
total		113 324

11. Charges constatées d'avance

Néant

IV - NOTES SUR LE PASSIF DU BILAN

1. Fonds propres / Fonds associatifs

La réserve associative est le cumul des résultats dégagés depuis la création de l'association. Compte tenu des pertes constatées sur les exercices antérieurs, les fonds associatifs sont négatifs.

2. Provisions

Néant

3. Fonds dédiés

Néant

4. Emprunts et dettes assimilées

Néant

5. Avances et acomptes reçus

6. Fournisseurs

Fournisseurs	2 523
Fournisseurs, factures non parvenues	<u>3 700</u>
	6 223

Les charges à payer s'élèvent à 31 680 € et correspondent au reversement dû à TDJ Doubs .

7. Dettes fiscales et sociales

TVA collectée : Néant

8. Autres dettes

Libellé	Montant
RCJA	350 000
total	350 000

9. Produits constatés d'avance

Néant

V - NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

1. Prestations de service

Les partenariats se sont élevés à 463 000€

2. Ventes de marchandises et autres

Néant

3. Subventions d'exploitation

Néant

4. Produits financiers

	Exercice clos
Produits financiers	0

5. Charges financières

	Exercice clos
Charge financière	0

6. Produits exceptionnels

Suite à la clôture de Terre de Jim 2022 en Beauce, l'association verse à TDJ un boni de liquidation qui s'élève à 12 465.55€ .

7. Charges exceptionnelles

Néant

VI - AUTRES INFORMATIONS

1. Effectif

Néant

2. Rémunération des trois plus hauts cadres dirigeants

Conformément à loi n°2006-586 du 23 mai 2006, il est indiqué qu'aucune rémunération n'a été versée au cours de l'exercice aux trois plus hauts cadres dirigeants (Président, Trésorier et Secrétaire).

3. Engagement de crédit-bail et locations de longue durée

Néant

4. Engagements hors bilan & Parties liées

- Engagements et parties liées : NEANT

5. Autres informations

6. Événement post clôture

N/A

7. Cotation

L'appel à cotisations payé par les Jeunes Agriculteurs est à hauteur de 500€